

# Puigdemont suspendu à la justice allemande

**Après son arrestation à la frontière germano-danoise, l'indépendantiste catalan reste dans l'attente d'une possible extradition. La gauche et les Verts en tête s'insurgent.**

«**L**es premières étapes sont pour l'instant strictement légales, il nous faut donc attendre.» Les mots sont prudents, à la limite de la langue de bois: dimanche soir, sur l'antenne de l'ARD, la nouvelle ministre de la Justice, Katarina Barley (SPD), se gardait bien de commenter les enjeux politiques de l'arrestation par la police allemande de Carles Puigdemont. Même discours chez Steffen Seibert, porte-parole du gouvernement, qui déclarait lundi: «*Tout repose désormais entre les mains des tribunaux et des autorités compétentes dans le Schleswig-Holstein*», le Land où a été arrêté l'ex-président de Catalogne dimanche et où il comparaisait pour la première fois lundi après-midi. La justice a annoncé dans la soirée son maintien en détention.

«**Aveu de faiblesse**». Tout cela est juste sur le fond, puisque ce sont les autorités judiciaires, et elles seules, qui doivent déterminer, en principe sous soixante jours, d'extrader ou non Puigdemont. Reste que Berlin se trouve un tantinet embarrassé de s'inviter ainsi dans la crise catalane. Dans le pays, plusieurs politiques ont réagi à la nouvelle. La gauche de Die Linke et les Verts en tête, les premiers évoquant via leur porte-parole européen au Bundestag, Andrej Hunko, «*une honte*», les seconds plaçant pour des négociations entre Madrid et la Catalogne avec la médiation de Bruxelles. «*Les différentes réactions au gouvernement ne sont pas à leur honneur*, dit à Libération l'avocat Hans-Christian Ströbele, des Verts, figure historique de la gauche allemande. *Disons plutôt qu'elles sont un aveu de faiblesse politique. Car cette arrestation*

*n'a pas seulement une dimension juridique. Elle est aussi politique. Il ne s'agit pas de se cacher derrière une position légale formelle.*» On a également entendu le vice-président du Bundestag, Wolfgang Kubicki. Cet avocat de formation, vice-président des libéraux, a ainsi déclaré qu'il ne voyait pas comment on pouvait extraditer Puigdemont, l'accusation de «*rébellion*» dont il est la cible en Espagne n'ayant pas d'équivalent dans le code pénal allemand.

«**Haute trahison**». Toutefois, explique à Libération le professeur Carsten Momsen, du département de droit pénal de l'Université libre de Berlin, «*ce qui se rapproche le plus de la "rébellion" est l'article 81 de notre code pénal, qui punit le Hochverrat, la "haute trahison". Mais cet article requiert également que le perpétrant ait usé de la violence contre la Fédération ou la Constitution. Pour que l'extradition soit possible, cela doit donc être prouvé. La question serait la suivante: a-t-il usé de violence par lui-même ou alors a-t-il provoqué des violences commises par des tiers? Dans ce dernier cas, il faudrait établir qu'elles soient directement imputables à Carles Puigdemont.*» Ce que conteste le Vert Hans-Christian Ströbele: «*Il n'a pas fait usage de la violence, et ne l'a ni propagée ni approuvée. Il a travaillé pour la réalisation de la volonté de la majorité de la population en Catalogne dans une procédure démocratique et parlementaire.*»

Un autre levier permettrait l'extradition de Puigdemont, poursuit Carsten Momsen. «*En Espagne, il est également accusé de détournement de fonds publics. C'est un crime en Allemagne. Le pays pourrait ainsi l'extrader sur ce seul motif.*» Par ailleurs, le journal local *Kieler Nachrichten*, citant des sources judiciaires, affirme que Carles Puigdemont compte demander l'asile en Allemagne. Mais, de l'avis général, ses chances de l'obtenir semblent maigres, la procédure pouvant difficilement outrepasser un mandat d'arrêt européen.

**JOHANNA LUYSSSEN**  
Correspondante à Berlin

d'autres se sont plantés devant la *delegación del Gobierno* – l'équivalent de la préfecture, pour lui «*l'ambassade espagnole*» –; là, des heurts ont éclaté avec des policiers, entraînant trois interpellations et faisant trente-sept blessés. Dans une petite rue du quartier barcelonais de Gràcia, réputé pour son caractère dissident, il raconte: «*Les agents ont lancé leur fourgonnette contre nous, ils ont tiré avec leurs balles en caoutchouc, ont fait tourner leurs matraques... Tout cela contre un peuple qui demande à obtenir sa liberté! Si ce n'est pas un Etat policier, qu'est-ce que c'est?»*

## RUBAN JAUNE

Yeux bleus, cheveux clairs et ras, une boucle à l'oreille gauche, ce jeune radical fait partie d'un de ces comités de défense de la Républi-

que catalane (CDR), force montante d'inspiration anarchiste qui, aussi bien dimanche soir que lundi, a coupé des accès routiers et tagué la préfecture de Gérone contre «*la répression espagnole*». Dans toute la Catalogne, on compte environ 300 CDR. Ces comités sont nés du référendum d'autodétermination du 1<sup>er</sup> octobre, interdit et puni par Madrid à coup de charges policières: ce jour-là, ils ont assuré le bon fonctionnement du vote, se sont interposés face aux policiers, ont protégé les plus jeunes et les retraités. «*Depuis*, dit Jordi, *on se comporte comme des gardiens de cette révolution sociale. Manifestations, protestations, solidarité avec les familles des prisonniers... Nous représentons le peuple catalan face au rouleau compresseur d'un Etat anti-démocratique.*» Jordi est pourtant

loin d'incarner la majorité des séparatistes catalans, qui constituent la moitié des 7,5 millions d'habitants. Mais, depuis la détention du chef de file, Carles Puigdemont – qui s'était réfugié en octobre à Bruxelles afin d'éviter les poursuites du Tribunal suprême –, beaucoup ici ressentent un mélange de rage et de tristesse. A l'instar du placide musicien Francesc Muñoz, la soixantaine, barbe blanche et chapeau noir ourlé d'un ruban jaune (symbole de la protestation contre les incarcérations des leaders séparatistes) qui, sur la place de Catalogne de Barcelone, vend des drapeaux à l'effigie de la région: «*Nous avons toujours été un peuple tranquille, de consensus. Mais mon sourire ne veut pas dire que je ne ressens pas une profonde révolte: en face, nous avons un Etat brutal, qui place l'unité de l'Espagne*

*par-dessus tout. Ils ont perdu leur empire colonial, mais c'est comme s'ils l'avaient encore dans leur tête. Si les Etats européens continuent de soutenir l'Espagne, alors je préférerais aussi me passer de l'Europe.*»

Une grande quantité de Catalans sont sur des charbons ardents. «*Beaucoup ressentent de la douleur et de l'indignation face aux manœuvres judiciaires espagnoles, même ceux qui n'approuvent pas forcément la stratégie jusqu'au-boutiste des indépendantistes*», estime le chroniqueur Jordi Juan. Outre l'interpellation de Carles Puigdemont, le juge du Tribunal suprême Pablo Llarena a formellement accusé vendredi 25 leaders indépendantistes, dont 12 pour «*rébellion*», l'une des pires charges du code pénal espagnol, passible de

trente ans de prison. Ce même jour, le magistrat a lancé des mandats d'arrêt et envoyé en prison cinq personnalités sécessionnistes. Marta Rovira, la secrétaire générale d'Esquerra, l'un des deux grands partis indépendantistes, a alors fondu en larmes. Pour éviter la prison et ne pas être séparée de sa fille de 7 ans, elle a préféré se réfugier à Genève, où elle réside désormais. Idem pour Anna Gabriel, du mouvement anticapitaliste CUP, elle aussi poursuivie par le Tribunal suprême de Madrid.

## «PERVERSITÉ»

Ce qui choque de nombreux Catalans, c'est la disproportion entre les faits reprochés et les sanctions judiciaires – derrière lesquelles se dissimule le chef du gouvernement, Mariano Rajoy. «*A l'heure actuelle, il y a environ 900 procédures ouvertes contre des catalanistes, proteste Mireia Boya, une des trois têtes visibles de la CUP. Soit une atteinte massive aux droits de l'homme.*» «*Ce qui est invraisemblable et gravissime, c'est qu'une soi-disant démocratie de l'Union européenne veuille juger des hommes politiques et des leaders associatifs pour rébellion, alors même qu'il n'y a pas eu d'actes de violence de la part des dissidents. Aujourd'hui, la plupart des magistrats constitutionnalistes tiennent compte du droit international. Pas ici. A mon sens, cela relève d'une forme de perversité de l'Etat espagnol, qui a été jusqu'à inventer une violence inexistante chez l'adversaire*», raconte Elisenda Paluzie, toute nouvelle présidente de l'Assemblée nationale de Catalogne (ANC), mouvement citoyen sécessionniste à l'origine de la plupart des manifestations dissidentes.

Élegante dans sa veste blanche ornée du fameux ruban jaune, cette professeure d'économie à l'université de Barcelone admet que son camp, les séparatistes, n'a pas respecté la loi espagnole: «*Mais c'était la seule façon de faire entendre la voix du peuple catalan. Dans des circonstances anormales, des choses anormales surviennent. Nous ferons tout pour accoucher d'une République indépendante.*» Elisenda Paluzie, au nom d'origine occitane et élevée dans une culture francophone, est consciente des risques qu'elle prend. Son prédécesseur, Jordi Sánchez, est placé en préventive depuis cinq mois dans une prison madrilène: «*Un leader associatif accusé de rébellion, passible de trente ans de réclusion, soit dix ans de plus que pour un assassinat. La justice espagnole marche sur la tête!*»

UNE SÉRIE DE CONFÉRENCES  
AUTOUR DES ENJEUX STRATÉGIQUES  
DE LA FILIÈRE MODE FRANÇAISE.



28 / 29 MARS 2018

Carreau du temple, Paris

Découvrez le programme sur [madeinfrancepremierevision.com](http://madeinfrancepremierevision.com)

Salon réservé aux professionnels.  
Attention: nombre de places limité.